

## Ennahda, un mouvement en voie de sécularisation ?

Naïma El'Makrini\* - juin 2016

Le 10<sup>e</sup> Congrès du parti islamiste tunisien Ennahda s'est tenu du 20 au 22 mai 2016 dans la station balnéaire de Hammamet en Tunisie. Lors de ce congrès, le parti islamiste tunisien annonça publiquement sa volonté de séparer la religion de l'État, de délaissier les activités à caractère religieux (*da'wa*, mosquées, etc.), et de devenir un parti politique civil.

La séparation entre ses activités politiques et religieuses a bénéficié de l'appui de la grande majorité des congressistes. Elle fut en effet votée à 80% des voix des participants. L'évènement a de quoi attirer l'attention car Ennahda, fondé par le charismatique Rached Ghannouchi<sup>1</sup>, qui fut réélu président d'Ennahda à plus de 70% des voix, affirme au cours de son allocution que « *nous nous dirigeons de manière sérieuse, cela a été adopté aujourd'hui, vers un parti politique national, civil à référent islamique, qui œuvre dans le cadre de la Constitution du pays et s'inspire des valeurs de l'islam et de la modernité* »<sup>2</sup>. Il souhaite préciser par ces propos la distinction qu'il entend opérer entre champ politique et champ religieux. Avant de donner quelques éléments d'explication sur cette déclaration, nous allons brièvement présenter le mouvement et son leader.

---

\*Les dossiers documentaires proposent des textes de synthèse relatifs à des parutions et des analyses concernant l'un ou l'autre aspect des réalités de l'islam contemporain, dont la publication est soumise à évaluation critique préalable du comité directeur du CISMOC.

Naïma El'Makrini est chercheuse-documentaliste au CISMODOC.

Pour citer ce texte : N. El Makrini, *Ennahda, un mouvement en voie de sécularisation ?*, Dossiers documentaires du CISMODOC, juin 2016, 7 p.

<sup>2</sup> 23 mai 2016, « Tunisie : Rached Ghannouchi réélu à la tête du parti islamiste Ennahda », *L'Orient-Le Jour* <http://www.lorientlejour.com/article/987399/tunisie-rached-ghannouchi-reelu-a-la-tete-du-parti-islamiste-ennahda.html>

19 mai 2016, Rached Ghannouchi : « Il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie », *Le Monde* [http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie\\_4921904\\_3210.html](http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921904_3210.html)

## I. Brève histoire du mouvement

Après l'indépendance de la Tunisie en 1956, le champ politique est principalement dirigé par Habib Bourguiba, leader nationaliste et autoritaire du pays. Ce dernier impose une laïcisation de l'État ainsi qu'une sécularisation de la société par l'État et son appareil et adopte également des politiques socialistes au niveau économique.

Ces politiques furent contestées, surtout par des mouvements islamistes dont le mouvement d'Ennahda est issu. Ce mouvement est né dans les années 1970 sous le nom de « Mouvement de la Tendance Islamique (MTI) »<sup>3</sup>, avec une ligne de pensée et d'action proche des Frères musulmans et sous influence majeure de la révolution iranienne. Progressivement, le mouvement souhaite participer au système politique tunisien. Le mouvement devient le parti de la renaissance (*Hizb Ennahda*) en 1989 et, déjà à l'époque, il recherchait son intégration dans le système politique afin de sortir de la clandestinité et d'obtenir une reconnaissance légale. C'est d'ailleurs au cours d'une conférence de presse (1989) que les dirigeants du mouvement annoncent leur souhait de devenir un parti politique. Après cette déclaration, ils ont d'abord été autorisés par le régime de Ben Ali à participer aux élections, et ensuite accusés par le même régime de fomenter un complot contre lui, à la suite de quoi, plusieurs cadres du nouveau mouvement - dont R. Ghannouchi - furent emprisonnés.

Ennahda constitue le mouvement d'opposition le plus important de la Tunisie contemporaine ; il bascule du rang de parti d'opposition légitime en participant à des élections en 1989 à celui de parti clandestin, avec d'importantes répressions en 1991. Après la Révolution de 2011, le renversement du président Ben Ali et le retour de son leader R. Ghannouchi de son exil en Europe, le mouvement devient un parti politique légal en mars 2011 sous le gouvernement provisoire. Après trois années au pouvoir, Ennahda perd les élections en 2014<sup>4</sup>.

## II. Biographie de R. Ghannouchi

R. Ghannouchi, que le magazine *Time* classe dans le Top 100 des personnalités les plus influentes de la planète en 2012, est né en 1941 dans un petit village du sud-est tunisien (près de Gabès). Enfant, il a suivi une formation aussi bien à l'école coranique que dans un

---

<sup>3</sup> Quelques années avant, un autre groupe issu du mouvement Tabligh naît en vue de diffuser une meilleure pratique religieuse.

<sup>4</sup> Vaner, S., Heradstveit, D. et Kazancigi, A. (dir) (2008). *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Peter Lang.

établissement moderne. Après l'obtention d'un diplôme de théologie musulmane à l'Université Zitouna, attiré par le panarabisme et le socialisme de Nasser, il se rend au Caire. Il quitte l'Égypte en 1967, après la Guerre des Six Jours, pour rejoindre l'Université de Damas et y étudier la philosophie et les sciences sociales. Il étudiera ensuite pendant un an à Paris. Après ce périple de plusieurs années, il retourne dans son pays en 1969 et devient enseignant de philosophie dans l'enseignement secondaire. Ghannouchi est le leader historique d'Ennahda qui a été un des premiers mouvements politiques islamistes contemporains dans le sillage des Frères musulmans. En effet, il s'inspire de l'expérience des Frères musulmans en Orient où il avait séjourné pour ses études. Il a également été fortement influencé par l'expérience iranienne en 1979. Il fut condamné à mort pour ses activités politiques sous Bourguiba et arrêté en 1981 pour être ensuite réhabilité sous la présidence de Ben Ali (relâché en 1988)<sup>5</sup>. En 1989, en raison d'une vague de répression envers les cadres du mouvement, il quitte la Tunisie vers l'Algérie pour aller ensuite au Soudan. En 1991, il s'exile au Royaume-Uni. Après une absence de 22 ans, il retourne dans son pays le 30 janvier 2011, après le printemps arabe<sup>6</sup>.

### III. La déclaration de R. Ghannouchi

*« Un parti politique national, civil à référent islamique qui œuvre dans le cadre de la Constitution »*

Dans le congrès du 20-22 mai 2016, les cadres d'Ennahda s'engagent à quitter la prédication pour se consacrer uniquement à la politique. Toutefois, la dimension religieuse n'est pas complètement écartée car comme l'indique le leader d'Ennahda, il s'agit « d'un parti civil à référent religieux ». En réalité, Ennahda souhaite devenir un parti national de tendance libérale et de centre-droit.

Quant au fait d'œuvrer dans le cadre de la loi, il s'agit d'une posture que Ghannouchi tient à plusieurs endroits dans le livre d'entretiens avec O. Ravanello<sup>7</sup> (2015). Il accorde une importance particulière à la loi, comme dans le contexte français où il prône le respect de la loi interdisant le port du voile<sup>8</sup>. Il fait précisément référence à la nouvelle constitution tunisienne qui fut adoptée à la quasi-unanimité en janvier 2014 et qui fut caractérisée par le respect des libertés fondamentales, notamment les libertés individuelles. Selon lui, l'islam ne doit ni dicter

---

<sup>5</sup> Chouikha, L. et Gobe, É. (2015). *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, La Découverte.

<sup>6</sup> Pour mieux comprendre la pensée politique de Ghannouchi voir l'ouvrage de Tamimi, A. S. (2001). *Rachid Ghannouchi: A Democrat within Islamism*, Oxford University Press.

<sup>7</sup> Ghannouchi, R. et Ravanello, O. (2015). *Au sujet de l'Islam*, Plon.

<sup>8</sup> *Ibid.* p. 47. En plus du respect de la loi, il insiste sur les priorités que constituent l'accès au savoir et au travail.

la manière de gérer sa vie privée ni ses problèmes personnels<sup>9</sup> et l'Etat doit garantir les libertés individuelles<sup>10</sup>. Cette vision laïque de l'Etat, assortie d'une distinction stricte entre sphère politique et sphère religieuse doit toutefois être nuancée. Dans l'entretien avec Ravello, il affirme que dans un État démocratique la loi traduit la volonté du peuple<sup>11</sup> et précise que si la société est empreinte de valeurs religieuses, alors la loi le sera également.

En 2015, à l'époque de la publication de l'ouvrage, on constate chez R. Ghannouchi une volonté de consensus où la raison publique et l'union nationale doivent primer. Il est à la recherche d'un consensus politique tunisien et l'unité du peuple tunisien. D'ailleurs, il estime que les visions idéologiques et religieuses ne doivent pas diviser un pays<sup>12</sup>. C'est la raison pour laquelle il préféra quitter le pouvoir en vue de préserver le processus démocratique, dit-il<sup>13</sup>. En effet, Ennahda choisit de jouer le jeu démocratique en rendant le pouvoir face à la mobilisation de la rue et reconnaît sa défaite lors du scrutin de 2014. Le mouvement a tiré la leçon du contexte égyptien et évite de tomber dans une guerre civile. Il prône le consensus plutôt que la polarisation et l'opposition entre islamistes et laïcs. D'après ses propos, l'État ne doit pas interférer dans le mode de vie des citoyens et ne peut, par exemple, imposer un code vestimentaire car les vêtements sont un choix personnel<sup>14</sup>.

*« Qui s'inspire des valeurs de l'islam et de la modernité ? »*

Trouver un équilibre entre islam, démocratie et modernité est important car, selon lui, il n'y a pas d'incompatibilité. Il estime que les textes islamiques sont fixes, mais que les interprétations en sont multiples, contrairement aux mouvements extrémistes tels que Daesh qui n'accepte pas plusieurs interprétations. Actuellement, la compréhension de l'islam doit tenir compte des particularités régionales et du contexte contemporain. Il affirme que l'islam débat et dialogue avec son contexte et, concernant la France par exemple, il estime que les musulmans doivent s'intégrer dans les partis existants en leur déconseillant vivement de constituer un parti religieux non seulement afin de ne pas s'isoler du reste de la société<sup>15</sup> mais aussi parce que la société

---

<sup>9</sup> *Ibid.* p. 120.

<sup>10</sup> *Ibid.* p. 18.

<sup>11</sup> *Ibid.* p. 29.

<sup>12</sup> *Ibid.* p. 73.

<sup>13</sup> *Ibid.* p. 68.

<sup>14</sup> *Ibid.* p. 63.

<sup>15</sup> *Ibid.* p. 49-50. Notons que dans sa vision d'une intégration des musulmans en Europe, l'une de ses idées est de ne pas séparer les enfants dans les cantines. Selon lui, les seuls aliments interdits en islam sont le porc et le vin. Pour le reste, il suffit d'invoquer Dieu devant son assiette pour qu'un aliment devienne licite (*Ibid.* p. 61).

française est basée sur la Révolution française dont le socle est la séparation absolue entre politique et religion.

### *Pour contrer l'extrémisme*

Face à l'extrémisme, Ghannouchi prône une formation des esprits et encourage à offrir des discours islamiques alternatifs. Seuls le développement économique, la démocratie et l'islam sont les moyens de contrer l'embrigadement des jeunes qui n'ont aucune formation religieuse pense-t-il<sup>16</sup>.

Quant aux mosquées radicales, il estime qu'il faut les réformer et non les fermer<sup>17</sup>. En ce qui concerne la formation des imams, il soutient que ceux-ci doivent être formés dans le pays dans lequel ils exercent leur profession. À titre d'exemple, un imam français doit être de « culture et d'appartenance francophone »<sup>18</sup>. À l'instar de l'Institut catholique de Paris, il prône des lieux de formation comme un institut islamique qui dépendrait du ministère de l'enseignement supérieur et qui pourrait collaborer avec des Universités telles qu'Al-Azhar<sup>19</sup>. D'une part, cela éviterait d'importer les imams et d'autre part cela engendrerait une culture islamique française<sup>20</sup>.

### *Un tournant historique ?*

Ce changement de discours autour de la séparation entre les activités politiques et religieuses du mouvement Ennahda semble être l'aboutissement d'un long processus d'intégration et de normalisation démocratique. Selon Nadia Marzouki<sup>21</sup> qui établit un lien avec la démarche des islamistes turcs : « Cette démarche n'est pas sans rappeler la trajectoire des fondateurs du Parti de la justice et du développement turc : l'AKP. Ces derniers sont sortis de l'islam politique en se démarquant des positions idéologiques de Necmettin Erbakan, leader du Fazilet (Parti de la vertu) pour former une alliance avec des partis de la droite nationaliste ». C'était dans les années 2000-2001 ; pour le cas de la Turquie, un revirement face à cette vision semble actuellement en cours. Pour le cas d'Ennahda, s'agit-il d'une évolution comme le prône les partisans d'Ennahda ou d'une tactique politique comme le dénoncent les détracteurs du mouvement ? Les propos du

---

<sup>16</sup> *Ibid.* p. 17.

<sup>17</sup> *Ibid.* p. 55-56.

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 38.

<sup>19</sup> Même s'il critique le président d'Al-Azhar, qui est nommé par le pouvoir, il établit une distinction entre l'institution et la présidence (Le grand imam d'Al-Azhar). *Ibid.* p. 76.

<sup>20</sup> *Ibid.* p. 40.

<sup>21</sup> Dans *L'Orient - Le Jour* du 27 mai 2016. Politologue et chargée de recherche CNRS  
<http://www.lorientlejour.com/article/987758/plus-quau-referentiel-islamique-cest-a-la-revolution-quennahda-renonce.html>

leader du mouvement ont un impact sur les partisans du mouvement. En effet, les membres du mouvement et les électeurs sont attentifs aux propos de leur leader et demanderont des comptes ; c'est pourquoi il est difficile de penser qu'il s'agit d'une simple mascarade<sup>22</sup>.

### *Conclusion*

L'engagement à séparer le religieux du politique dans le programme d'Ennahda constitue une évolution considérable qui s'explique en partie par la pensée des droits de l'homme que R. Ghannouchi embrasse depuis des décennies<sup>23</sup>. Toutefois, il s'agit d'un acte politique qu'il faudrait cadrer dans son contexte national et régional. D'abord, la configuration actuelle du mouvement Ennahda est liée à son pragmatisme et à ses prises de positions qui, dès le début, souhaitent la légalisation. Ensuite, il importe de tenir compte de la spécificité du contexte tunisien qui est généralement acquis à la séparation du religieux et du politique, même sous les différents régimes autoritaires, au moins au niveau des institutions de l'État. La raison politique impose donc, à tout parti qui cherche le retour au pouvoir en Tunisie, de se démarquer de l'islam politique. De plus, il faudrait aussi prendre en compte l'autocritique de bon nombre de penseurs dans les milieux des Frères musulmans depuis l'échec égyptien (juillet 2013), qui les a amenés à adopter l'allure d'un mouvement civil, politiquement légitimé par le peuple et se fiant à la démocratie. Aussi, la normalisation et l'intégration des mouvements politiques ne sont-elles pas plus bénéfiques que l'exclusion qui risque de mener à une stratégie de rupture ? Enfin, séparation des activités religieuses et politiques n'est-elle pas un premier pas vers la sécularisation ? Cette recherche de légalisation et d'intégration dans le système politique fait d'ailleurs toujours débat dans la majorité des mouvances islamistes et dans les sociétés dans lesquels ces mouvements sont actifs.

---

<sup>22</sup> Sur la réception de cette déclaration en Tunisie, voir l'article du *Monde* : 21 mai 2016, « La Tunisie s'interroge sur la mue du parti islamiste Ennahda », *Le Monde*  
[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/21/la-tunisie-sceptique-sur-la-mue-du-parti-islamiste-ennahda\\_4923831\\_3212.html#QvHHqVpi7KblgYsW.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/21/la-tunisie-sceptique-sur-la-mue-du-parti-islamiste-ennahda_4923831_3212.html#QvHHqVpi7KblgYsW.99)

<sup>23</sup> Par exemple, fin mars 2015, après les attentats du Bardo, Ghannouchi disait au journal *Le Monde* qu'il faut « concilier l'esprit universel des droits de l'homme avec notre identité arabo-musulmane ».

## Bibliographie

Chouikha, L. et Gobe, É. (2015). *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, La Découverte.

Ghannouchi, R. et Ravello, O. (2015). *Au sujet de l'Islam*, Plon.

Tamimi, A. S. (2001). *Rachid Ghannouchi: A Democrat within Islamism*, Oxford University Press.

Vaner, S., Heradstveit, D. et Kazancigi, A. (dir) (2008). *Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes*, Peter Lang.

19 mai 2016, « Rached Ghannouchi : « Il n'y a plus de justification à l'islam politique en Tunisie » », *Le Monde* [http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie\\_4921904\\_3210.html](http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/05/19/rached-ghannouchi-il-n-y-a-plus-de-justification-a-l-islam-politique-en-tunisie_4921904_3210.html)

21 mai 2016, « La Tunisie s'interroge sur la mue du parti islamiste Ennahda », *Le Monde* [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/21/la-tunisie-sceptique-sur-la-mue-du-parti-islamiste-ennahda\\_4923831\\_3212.html#QvHHqVpi7KblgYsW.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/21/la-tunisie-sceptique-sur-la-mue-du-parti-islamiste-ennahda_4923831_3212.html#QvHHqVpi7KblgYsW.99)

23 mai 2016, « Tunisie: Rached Ghannouchi réélu à la tête du parti islamiste Ennahda », *L'Orient-Le Jour* <http://www.lorientlejour.com/article/987399/tunisie-rached-ghannouchi-reelu-a-la-tete-du-parti-islamiste-ennahda.html>

27 mai 2016, « Plus qu'au référentiel islamique, « c'est à la révolution » qu'Ennahda renonce », *L'Orient-Le Jour* <http://www.lorientlejour.com/article/987758/plus-quau-referentiel-islamique-cest-a-la-revolution-quennahda-renonce.html>